

N'ap pale!

Le Journal du Groupe d'Action Francophone pour l'Environnement
GAFE



Juillet 2026

Numéro 43



Sommaire...

Education relative à l'environnement dans 24 écoles du Plateau des Rochelois, Nippes 2

Préserver et valoriser la biodiversité de la localité de Baille-Tourrible, Thomonde, Centre 5

Un engagement citoyen pour la transition écologique et sociale dans le Nord-Est 7

Ecoresponsabilité 7

Mouvement national citoyen pour le climat Alternatiba Haïti 8

Consolider et renforcer les initiatives portées par des acteurs au niveau des territoires pour la transition écologique et sociale en Haïti 12

Actions de plaidoyer contre le projet d'exploitation d'une mine d'or en République dominicaine par la compagnie Unigold 16

En bref... 19

Promoting European investments but not debate... 24

Le mot de la Présidente...

Dans cette édition, nous avons plaisir à retrouver le suivi et le compte-rendu de plusieurs activités que mène le GAFE et ses partenaires sur le terrain, car c'est bien là que cela se passe. Sur le terrain. Certaines sont en cours, plusieurs se termineront à la fin de cette année et d'autres verront le jour prochainement. Toutes ces activités reflètent la marque de fabrique du GAFE. Elles s'identifient par des projets élaborés autour d'actions pour éduquer, répondre à des propositions, encourager les initiatives et renforcer celles déjà existantes qui ont du sens pour les communautés et adressent leur problématique locale, dans une dynamique écocitoyenne de développement local qui prend en compte notre avenir environnemental.

Depuis mon arrivée au sein de l'équipe du GAFE, j'ai été stimulée par l'effort de persuasion et de conviction porté par les acteurs du bureau qui incite instinctivement à une prise de conscience individuelle menant à la conscience et l'action collective. Je commence d'abord par moi, puis mon entourage suit parce qu'il constate dans le quotidien un sens des actions réfléchies pour une meilleure gestion de son environnement immédiat. On doute souvent malheureusement encore de l'impact de son propre investissement individuel sur toute une chaîne d'individus. On constate tout de même avec satisfaction de plus en plus d'initiatives urbaines de gestion des déchets dans les quartiers et autres projets socio-culturels du fait de la suroccupation des camps de fortune érigés pour les personnes déplacées victimes des assauts des gangs

dans plusieurs coins de la capitale.

Malgré toutes les difficultés que l'on connaît et les défis récurrents notamment la rareté des opportunités de financement, les circonstances socio-politiques qui affectent trop souvent cet élan de conscientisation, et en dépit des nombreux obstacles d'insécurité et de négligence politique, le GAFE ne ménage pas son engagement et ses positions. Le GAFE sera représenté par le Directeur Exécutif David Tilus à la 17e édition du Forum social mondial qui se tiendra à Cotonou au Bénin en août et abordera des thématiques sur la gouvernance des ressources, le développement durable, les engagements populaires qui cristallisent une force de proposition pour l'avenir de notre planète et de ses nombreuses populations qui subissent les crises socio-politiques et environnementales. Le GAFE se positionne et questionne également ouvertement les objectifs du programme Global Gateway en Haïti, notamment dans le domaine des extractions des ressources minières avérées, alors que nous vivons dans un contexte socio-politique d'insécurité permanente, d'instabilité politique et que les besoins primaires de la population n'y sont pas considérés comme prioritaires au regard de cet agenda international à visée résolument économique.

J'ai confiance en l'action du GAFE grâce à ses résultats réalisés sur le terrain et les progrès visibles pour notre avenir environnemental. Je crois en nous. Et vous ?

Dominique Desmangles
Présidente du Conseil d'Administration
du GAFE

Education relative à l'environnement dans 24 écoles du Plateau des Rochelois, Nippes

Mise en contexte

Le GAFE est en partenariat avec l'association française Un Enfant Par La Main (UEPLM) pour la deuxième phase de la redynamisation du Centre de Salagnac grâce à un cofinancement de l'Agence Française de Développement (AFD) pour une durée de 34 mois, de juillet 2024 à avril 2027.

L'objectif du projet est d'amener les acteurs locaux, et les jeunes, notamment les filles, à être force de proposition et de changement face aux défis environnementaux.

Le GAFE est responsable de:

1. Animer un programme de formation à l'écoresponsabilité pour les acteurs locaux (autorités, organisations locales, écoles)
2. Accompagner la mise en œuvre d'un programme d'éducation relative à l'environnement (ERE) dans 24 écoles partenaires d'UEPLM
3. Organiser un Village Alternatiba pour le climat en 2027

Tandems solidaires

Le dispositif des tandems solidaires associe une école et une association pour mettre en œuvre une initiative pour l'environnement dans ou en dehors de l'école.

Un concours a été organisé pour récompenser les trois initiatives les plus porteuses, innovantes ou originales. La cérémonie de remise des prix s'est déroulée le 18 juillet 2026 au Centre d'Etudes Classiques Théophile:

Premier prix: une motocyclette de marque DAYUN 125 CC

Deuxième prix: une génératrice portable de 3500 Watt

Troisième prix: un speaker rechargeable + Bluetooth + 1 trépied + 2 microphones



L'école Notre-Dame d'Obéissant et l'association *Rasanbleman Nasyon Ginen* remportent le premier prix du concours des tandems solidaires avec l'installation d'un bassin piscicole.



Le Collège du Père Orphy et le Groupe des Jeunes pour le Développement du Plateau Rochelois remportent le deuxième prix avec la création d'un jardin de maniocs, arachides et carottes.



L'école nationale communautaire de Monneron et l'Association des Familles Agroécologiques de Salagnac remportent le troisième prix avec la création d'une station apicole.

Programme d'éducation relative à l'environnement

Pour la deuxième année, une cérémonie de remise des prix du programme d'éducation relative à l'environnement a été organisée à Salagnac pour les écoles impliquées dans le programme le 05 juin 2026 à l'église baptiste de Bondeau.



L'école mixte Bon Semeur de Mathias a remporté le 3^{ème} prix, un classeur métallique.



Le collège du Père Orphy remporte le 1^{er} prix, un système solaire.



L'école nationale communautaire de Monneron remporte le 2^{ème} prix, un système solaire.

Centre de ressources environnementales

Depuis son aménagement, le centre de ressources environnementales anime des séances pédagogiques et ludiques pour les enfants et les jeunes du Plateau des Rochelois.



Vendredi 13 février 2026:
Visite de l'école Saint-Raphaël de l'Etang-Rey



Mercredi 1^{er} avril 2026: Visite de l'école Souma



Jeudi 19 mars 2026: Atelier de création d'une histoire collective



Vendredi 1^{er} mai 2026: Visite de l'école de Chassereau



Vendredi 17 avril 2026: Séance de lecture

Formation sur la biodiversité et le dérèglement climatique pour des autorités locales de Salagnac

Les 19 et 20 février 2026 puis les 28 et 29 avril 2026, Anderson Jean de l'Action pour la Sauvegarde de l'Ecologie en Haïti-ACSEH, a

animé une formation sur la biodiversité et le dérèglement climatique pour des agents intérimaires et 37 référent-es pédagogiques et responsables associatifs.



APPRENDRE
S'AMUSER
GRANDIR
AGIR !

CAMP D'ÉTÉ

POUR LES ENFANTS DE 7 À 15 ANS

JOUONS, DÉCOUVREONS,
PROTÉGEONS NOTRE ENVIRONNEMENT !

POURQUOI PARTICIPER ?

- ✓ Apprendre en s'amusant
- ✓ Se faire de nouveaux amis
- ✓ Découvrir la nature
- ✓ Développer sa créativité
- ✓ Devenir acteur du changement

PÉRIODE

DU 04 AOÛT
AU 04 SEPTEMBRE
2025

LIEU

CENTRE SALAGNAC

HORAIRE

MARDI, MERCREDI
ET VENDREDI
9h00 - 13h00

AU PROGRAMME

JEU & DÉFI ÉCOLOGIQUES

Tri sélectif, classeur au trésor, quiz, jeux de piste...

ATELIERS CRÉATIFS

Arts recyclés, bricolage, peinture, créations...

VIE EN GROUPE & LEADERSHIP

Coopération, respect, entraide, citoyenneté.

EXCURSIONS & DÉCOUVERTES

Nature, patrimoine, villages, aventures...

PLACES LIMITÉES !

INSCRIS-TOI VITE !

POUR PLUS D'INFORMATIONS

☎ 4354 8655 / 4454 0845 | 📍 Centre Salagnac

Préserver et valoriser la biodiversité de la localité de Baille-Tourrible, Thomonde, Centre

Contexte

En partenariat avec la fondation Kanpe et la coopération espagnole, le GAFE s'est lancé dans un projet de deux ans pour préserver et valoriser la biodiversité locale en promouvant l'apiculture et l'éducation relative à l'environnement à Baille-Tourrible, section communale rurale de la commune de Thomonde, dans le département du Centre d'Haïti.

Le projet aurait dû finir en décembre 2025 mais une prolongation est accordée au GAFE pour finaliser quelques activités et récolter du miel!

Cérémonie de clôture

Le projet a pris fin officiellement le 06 mai 2026. La cérémonie de clôture s'est déroulée le 28 avril 2026.

Une belle occasion de rencontrer les parties prenantes, recueillir leurs témoignages et célébrer les belles réalisations telles que le jardin médicinal, l'album de plantes médicinales, deux documentaires, un programme d'éducation relative à l'environnement à l'école nationale, la création d'un groupe local Alternatiba, la création de la coopérative apicole de Baille-Tourrible et..... la production de MIEL!

Anièse Orenise a utilisé une très jolie formule:

Abèy yo pa dyab, se zanmi nou!

Merci à toutes celles et tous ceux qui ont cru dans ce projet audacieux. Et merci aux autres pour nous avoir poussés à nous dépasser!



Appui à la coopérative agricole de Baille-Tourrible

Pour rendre la coopérative apicole de Baille-Tourrible plus durable et rentable, une formation a eu lieu du

22 au 24 avril 2026 sur le plan d'affaire et le marketing à travers des modules axés sur la stratégie de développement d'une entreprise sociale, celle d'une bonne communication ainsi que l'importance cruciale de la traçabilité et la qualité des produits.



Le 20 mars 2026, les apiculteur-trices de la coopérative apicole de Baille-Tourrible ont rendu visite à Emmapicole, dans la commune de Pignon. Cette visite a eu lieu dans le cadre d'un échange entre les apiculteurs-trices de la région "Grand Nord" dans le but de se regrouper pour promouvoir la filière apicole et la souveraineté alimentaire.





55 élèves ont eu l'occasion de visiter un espace aménagé pour un captage d'eau potable mais également un espace très attractif par sa couverture végétale.



Le 16 mars 2026, sous la supervision de l'agronome Renaud Joseph, la coopérative apicole de Baille-Tourrible a commencé sa première récolte de miel.



Le mercredi 11 mars 2026, à l'occasion d'une réunion du comité de pilotage, le Directeur exécutif du GAFE Haïti a remis l'autorisation de fonctionnement au Président du Conseil d'Administration de la Coopérative Apicole de Baille-Tourrible délivrée par le Conseil National Des Coopératives - CNC.



Retrouvez le poétique documentaire produit
par le GAFE sur les abeilles et la biodiversité



Sortie pédagogique à Cange pour des élèves de l'école nationale de Baille-Tourrible

Dans le cadre du programme d'éducation relative à l'environnement mis en place par le GAFE Haïti à l'école nationale de Baille-Tourrible, une sortie pédagogique a été réalisée à Cange le 18 avril 2026.



Un engagement citoyen pour la transition écologique et sociale dans le Nord-Est

Contexte

Depuis 2022, le GAFE est impliqué dans la mise en œuvre du programme quinquennal de son partenaire belge Broederlijk Delen dans le Nord-Est, en consortium avec trois organisations haïtiennes: *Tèt Kole Ti Peyizan Ayisyen*, le Service Jésuite aux Migrants et le *Sant Kiltirèl ak Dévelopman Karis*.

Ensemble les partenaires prônent la transition écologique et sociale.



Evaluation de la charte environnementale du programme

Le 22 mai 2026, l'équipe du GAFE Haïti a animé un atelier d'évaluation de l'application de la charte environnementale du programme quinquennal à Capotille.

Débats publics

Le 18 avril 2026, à Vallières et le 23 avril 2026, à Mombin-Crochu, les groupes locaux Alternatiba ont animé un débat public autour du Pacte pour la transition écologique et sociale (PTES). Le 16 mai, c'est à Carice que l'on a parlé du PTES.



Ecoresponsabilité



Les 24 et 25 mars 2026, le GAFE Haïti a animé deux jours de formation sur l'écoresponsabilité pour le Groupe de recherche en environnement et en développement agricole (GREDA) et le Jardin Botanique Hispaniola JBH à Ouana-minthe.

Chaque association a élaboré sa charte environnementale en cinq points autour de la gestion des déchets, la valorisation de la production locale, la lutte contre les contaminants en Styrofoam...



Mouvement national citoyen pour le climat Alternatiba Haïti



Groupe d'Action
Francophone pour
l'Environnement

**NOU VLE YON AYITI PI BÈL,
PA YON AYITI POUBÈL!
ABA ESTIWOFÒM!**



Comme chaque année depuis 2019, le GAFE et le mouvement national citoyen pour le climat Alternatiba Haïti célèbrent la Journée nationale de mobilisation citoyenne contre les contenants alimentaires à usage unique en polystyrène expansé (Styrofoam) le 10 juillet.

L'action avait été préparée lors de la Coordination nationale qui s'est déroulée du 03 au 05 juillet 2026 à Ouanaminthe, à la suite d'une formation en ligne animée par Jon Palais d'Alternatiba et ANV-COP21 depuis la France.



Du 29 au 31 mai 2026, deux représentant-es d'Alternatiba Haïti ont participé à la Coordination Alternatiba qui s'est déroulée à Nice où le groupe local Alternatiba 06 les a accueillis avec beaucoup de bienveillance et d'amitié.

21 groupes locaux ont mobilisé 145 militantes et 144 militants.

Baille-Tourrible, Baptiste, Bassin-Zim, Belladère, Cap-Haïtien, Capotille, Carice, Fontamara, La Victoire, Lagumite, Mirebalais, Mombin-Crochu, Mont-Organisé, Ouanaminthe, Petit-Goâve, Plaisance, Port-au-Prince, Saint-Michel de l'Attalaye, Thomassique, Trou-du-Nord, Vallières.







Consolider et renforcer les initiatives portées par des acteurs au niveau des territoires pour la transition écologique et sociale en Haïti

A travers un dispositif d'appui financier et technique, le GAFE soutient des initiatives pour le climat et l'environnement portées par des groupes locaux Alternatiba, des membres de l'Espace national d'organisations de la société civile revendicative en Haïti, des entreprises sociales...

Réhabilitation de la Kay Eskout Kominotè départementale du Nord (KEK)



La réhabilitation de la KÈK offre aux jeunes Scouts du Nord ainsi qu'à la communauté un espace sécurisé et adapté à l'organisation de formations ou d'activités de sensibilisation et d'éducation à l'environnement. C'est ainsi que le mardi 11 août 2026, une nouvelle cohorte de jeunes issus de différents groupes scouts du Département du Nord a bénéficié d'une deuxième séance de formation sur l'écoresponsabilité.

Cette séance a permis aux jeunes de renforcer leurs connaissances sur les enjeux environnementaux, d'échanger

autour des bonnes pratiques et de mieux comprendre l'importance des gestes et actions concrètes que chacun-e peut adopter pour contribuer à la protection de son environnement.



Campagne de sensibilisation en porte-à-porte contre l'utilisation du polystyrène expansé

Le 11 avril 2026 dans le cadre de la campagne menée contre l'utilisation du polystyrène expansé, le Département de l'Ouest Intérieur (DOI) de l'Association Nationale des Scouts d'Haïti (ANSH) a tenu un kiosque informatif sur la Place Boyer, à Pétion-Ville.



Transformation de produits agricoles, Association des Jeunes pour le Développement de Juanaria (AJDJ), Hinche

Pendant que l'AJDJ permet la production de mamba (pâte arachides), elle encourage l'activité des planteurs locaux et promeut la souveraineté alimentaire.



Station apicole, La Victoire

L'Organisation des Groupements de Paysans pour le Développement de La Victoire (OPDL) a signé une convention avec le GAFE le 25 août 2025. Au 12 mai 2026, les objectifs fixés dans le formulaire ont été atteints : 15 ruches et 13 colonies étaient déjà opérationnelles.



Parcelle agroécologique, Cap-Haïtien

Le groupe local Alternatiba Cap-Haïtien a signé une convention avec le GAFE pour réhabiliter et valoriser un terrain insalubre de 700 mètres carrés en un site de production agroécologique. Depuis le 24 décembre 2025, l'équipe de forage travaille sans relâche pour creuser un puits qui servira de principale source d'approvisionnement en eau pour le jardin agroécologique. Les travaux avancent bien, au gré des aléas météorologiques!



Formation à la gestion des territoires

Du 19 au 21 mai 2026, 47 citoyen·nes ont suivi trois jours complets de formation autour de la gestion des territoires.

Sept intervenants ont abordé les thématiques suivantes:

- Le développement économique du Nord-Est
- La Convention de Carthagène sur la pollution marine
- Le bien commun
- La délivrance de permis d'exploitation de ressources naturelles
- La fonction de Député
- La citoyenneté électorale
- Regard croisé sur la décentralisation au Mali et en Haïti



Formation aux enjeux du développement local

Les 26 et 27 avril 2026, une vingtaine de participant·es ont eu l'opportunité de jouer NENCO (Négociations - Enjeux - Construction) inventé par le GAFE Haïti et qu'il utilise depuis plus de 20 ans dans ses formations sur le développement local pour comprendre les enjeux de la négociation.



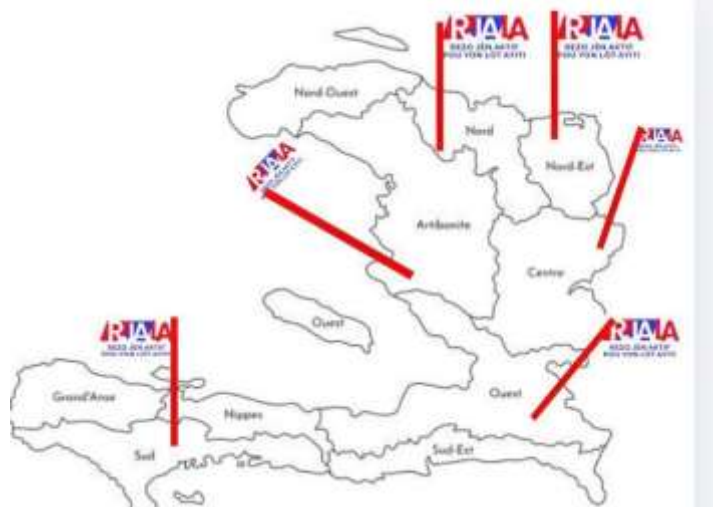
Transition écologique et sociale sur les territoires haïtiens

Du 10 au 12 avril 2026, plus de soixante participant-es de plusieurs communes ont contribué à la réflexion du GAFE Haïti autour de la transition écologique et sociale sur les territoires haïtiens et la responsabilité des élus locaux.



D'anciens élus ont partagé leurs expériences avec le public et témoigner des difficultés à administrer une collectivité territoriale en Haïti, à tous les niveaux.

5ème Forum des jeunes pour une autre Haïti



Le Rezo Jèn Aktif Pou Yon Lòt Ayiti se renforce et se consolide. Il prend position clairement contre le système capitaliste et prône la solidarité et l'action citoyenne.



Chat eko-responsabilite

Nou menm nan RJALA nou angaje nou pou n:

- 1- Plante ak pran swen pou pi piti 2 pye bwa chak ane.
- 2- Itilize ak fè pwomosyon pou pwodwi lokal yo tout tan nou kapab.
- 3- Pa sèvi ak estiwofòm sou pyès fòm.
- 4- Aplike prensip 6 R yo (Resikle, Reyitilize, Ranplase, Refize, Redwi epi Remèt latè).
- 5- Itilize ak fè pwomosyon pou enèji Renouvlab yo.

Espace national d'organisations de la société civile revendicative en Haïti



Du 16 au 18 mai 2026, 66 jeunes hommes et 44 jeunes femmes de 5 départements se sont réunis pour valider un plan d'action, élaborer et adopter une charte écoresponsable et rencontrer la presse.



ESPAS NASYONAL SOSYETE SIVIL REVANDIKATIF AN AYITI

NÒT POU LAPRÈS

Lakou Papay, 26 Avril 2026

Sòti 24 pou rive 26 avril 2026, nan Lakou Papay, Espas Nasyonal Òganizasyon Sosyete Sivil Revandikatif an Ayiti te reyini nan kad 8e Kòdinasyon Nasyonal li pou mete an dyagnostik yon kriz nasyonal ki vin estriktirèl. Nan yon kontèks kote gen yonensekirite total ki ranplase gouvènans peyi a, yon kriz politik ak yon tranzisyon san lejitimite, yon dezòd sosyal ki kraze diyite tout moun, yon degradasyon anviwònman, ak yon absans klè souverènte Leta. Sann nou pa bliye mond lan k ap dechire nan lagè ak kriz dwa entènasyonal, Ayiti vin tounen espas kote echèk lokal ak dezòd mondyal fèyon sèl pou kwaze l epi fini ak li chak jou.

Lè nou konsidere tranzisyon politik la ki bay konstitisyon an kou deta, absans eleksyon, mank lejitimite demokratik ak desizyon pa dekrè ki kreye yon vid konstitisyonèl: peyi a ap gouvène san manda popilè, san separasyon pouvwa ni responsabilizasyon, sa ki negasyon eta demokratik la.

Lè nou konsidere ensekirite a ki rive nan yon nivo san parèy: gang ame yo ranplase Leta, kontwòl wout, katye, mache ak pò, pandan gouvènman an pèdi kontwòl epi abandone teritwa a bay fòs ki pa rann kont.

Lè nou konsidere kriz ekonomik la ki agrave enjistis sosyal yo: lavi chè monte san kontwòl, aksè ak travay, swen sante ak manje limite, pandan elit yo pwoteje enterè yo epi pèp la plonje nan yon povrete ki kraze diyite li.

Lè nou konsidere sistèm jistis la ki paralize anba enpinite kòm yon estrateji politik, kote kriminel pa rann kont, fòs vin ranplase lalwa, epi jistis la pèdi wòl li kòm kòlòn eta de dwa pou tounen yon enstriman pouvwa ak pwoteksyon.

Lè nou konsidere prezans entènasyonal la ki, malgre misyon ak entèvansyon repete, pa pote solisyon dirab, ap opere san estrateji klè ni transfè kapasite bay enstitisyon nasyonal yo. Souverènte peyi a ap febli chak jou san okenn rezilta mezirab.

Lè nou konsidere vyolans sistematik la pa sèlman yon pwoblèm lòd piblik men yon kriz sosyal ki detwi fanmi, fòse depasman, anpeche lekòl fonksyone, fèmen lopital epi kraze ekonomi lokal yo, kote lavi moun pèdi valè anba enpinite. Se devan sitiyasyon sa a, Espas la pran pozisyon pou pote revandikasyon li bay laprès, Leta, kominote entènasyonal la ak aktè responsab yo.

DENONSE sistèm nan an antye kòm yon echèk estriktirèl ki mete lavi sosyal, politik ak enstitisyonèl peyi a an danje.

Mande Leta a pran responsablite l ak klète fas ak ensekirite a, ki vin tounen yon preteks pou retou ak anrasinman fòs ekstèn sou teritwa nasyonal la, epi egzije yon repons imedya, solid ak souverèn pou pwoteje teritwa papa nasvon an.

EGZJE yon plan ijans ekonomik ki reponn ak reyaltite lavi popilasyon an, ansanm ak yon pwosesis elektoral kredib kòm sèl sòti konstitisyonèl.

Espas la mande yon pwosesis elektoral klè ak transparan, gouvène pa yon konsèy elektoral vrèman endepandan, epi li konsidere pwolongasyon tranzisyon an kòm yon vyolasyon prensip demokratik yo ak dwa popilasyon an.

Espas Nasyonal Òganizasyon Sosyete Sivil Revandikatif an Ayiti angaje l pou kontinye mobilize san relach, fè tande vwa moun ki pa gen vwa, epi egzije yon Ayiti kote jistis solid, Leta souverèn, sekirite se yon dwa, ak pouvwa ki soti nan eleksyon. Li rete angaje tou nan tranzisyon ekolojik ak sosyal la.

Nou di ase fok sa chanje ato!

Actions de plaidoyer contre le projet d'exploitation d'une mine d'or en République dominicaine par la compagnie canadienne Unigold

Une mine d'or à ciel ouvert pourrait voir le jour dans la zone de la Restauración dans le Nord-Ouest en République dominicaine, à la frontière avec le département du Nord-Est d'Haïti.

Si la compagnie canadienne Unigold obtenait le permis d'exploitation de la part du gouvernement dominicain, des impacts négatifs irréversibles toucheraient les communautés et les écosystèmes haïtiens avec la contamination au cyanure des eaux et des sols jusqu'au fleuve Artibonite.

Débats publics

Depuis 2025, le GAFE est pleinement engagé pour informer les communautés limitrophes du projet. Après Capotille, Ouanaminthe, Cerca-la-Source, et Mombin-Crochu, le GAFE finit sa tournée à Carice (14 février 2026) et Mont-Organisé (16 février 2026).

Rencontre intercommunale

Le samedi 28 février 2026, 140 personnes de Cerca-la-Source, Mombin-Crochu, Carice, Mont-Organisé, Vallières, Capotille et Ouanaminthe étaient réunies lors d'une rencontre intercommunale pour organiser la résistance citoyenne à ce projet mortifère.

Pour l'occasion, le GAFE a apprécié le témoignage de solidarité du Centro Montalvo qui avait envoyé deux représentants pour évoquer la mobilisation citoyenne en République dominicaine et l'historique du projet présenté par l'Action pour la Reforestation et la Défense de l'Environnement (AREDE). Développement et Paix - Caritas Canada a témoigné son soutien à distance et Broederlijk Delen avait délégué sa représentante en Haïti pour livrer un message d'appui à la lutte citoyenne qui s'organise dans le Nord-Est.



Conférence de presse

Le projet d'exploitation d'une mine d'or par la compagnie canadienne Unigold franchit une étape clé avec une visite officielle du site le 03 mars 2026 par le Ministère de l'Environnement dominicain. Aussitôt le GAFE et Tèt Kole Ti Peyizan ont tenu une conférence de presse le jour même pour alerter sur les menaces qui pèseront sur les écosystèmes et les communautés haïtiennes et exigent que l'Etat haïtien exprime publiquement sa position sur ce dossier.



Rencontre binationale

Le 08 juillet 2026, à Dajabòn, en République dominicaine, le GAFE a participé à une rencontre binationale de résistance à l'extractivisme en partenariat avec le Service Jésuite aux Migrants et le Centro Montalvo.



31 représentant-es d'organisations de la société civile ont analysé les impacts sociaux et environnementaux possibles que le projet minier de la compagnie canadienne Unigold pourrait générer dans la zone de la Restauración et les communautés haïtiennes voisines, ainsi que la création de stratégies communes pour protéger les biens communs.

Au cours de l'activité, les participants ont partagé des expériences d'autres territoires touchés par l'exploitation minière, notamment le cas de Cotuí, considéré par beaucoup comme une référence aux conflits sociaux et environnementaux pouvant survenir lorsque les activités extractives touchent les

communautés rurales. Ils ont réfléchi et travaillé ensemble pour concevoir des propositions et des actions conjointes visant à renforcer la sensibilisation communautaire, la défense du plaidoyer public et la défense des ressources naturelles partagées.



La réunion a également ouvert un large espace d'écoute où les leaders communautaires, les organisations sociales et les représentants environnementaux ont exprimé leurs préoccupations quant à l'avenir de la zone frontalière, convenant que la protection de l'eau, des forêts et de la biodiversité nécessite une réponse coordonnée entre les deux pays.



Les organisateurs ont souligné que ce type d'initiative vise à consolider une articulation binationale permanente entre les communautés dominicaines et haïtiennes, dans le but d'échanger des informations, de promouvoir la participation citoyenne et de donner suite à tout projet susceptible d'avoir des répercussions sur l'environnement et la qualité de vie des populations frontalières.



GROUPE D'ACTION FRANCOPHONE POUR L'ENVIRONNEMENT



Fermathe 53 #53, route de Kenscoff, Kenscoff, Haïti

Tél : (00.509) 2813-0759

Courriel : contact@gafe-haiti.org / Internet : www-gafe-haiti.org / facebook : [gafehaiti](https://www.facebook.com/gafehaiti)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Projet minier à la frontière haïtiano-dominicaine : inquiétudes croissantes et appel urgent à l'action de l'État haïtien

Port-au-Prince, 3 mars 2026

Le projet d'exploitation d'or de la compagnie canadienne Unigold, situé dans la province de Dajabón en République dominicaine, à proximité immédiate de la frontière haïtienne, entre dans une phase décisive. Selon les informations publiées par l'entreprise le 27 février 2026 sur son site internet, les autorités dominicaines avancent vers **l'autorisation d'une étude complète d'impacts environnementaux et sociaux, étape préalable à l'exploitation de la mine. Une visite officielle du site par le Ministère dominicain de l'Environnement et des Ressources naturelles se tient ce 3 mars 2026**, présentée comme la **dernière étape** avant la validation des Termes de Référence encadrant cette étude environnementale. Cette décision pourrait accélérer considérablement le calendrier du projet et rapprocher le démarrage de la phase d'exploitation de la mine.

Des risques sanitaires et environnementaux pour Haïti

En raison de sa localisation près de la frontière, le projet soulève de fortes préoccupations concernant ses impacts possibles sur les ressources naturelles et les communautés haïtiennes. Le Groupe d'Action Francophone pour l'Environnement alerte notamment sur les risques pour des affluents de la **rivière Massacre** ainsi que pour le bassin du **fleuve Artibonite**, deux sources d'eau essentielles pour l'agriculture, l'alimentation et la vie quotidienne en Haïti. Selon les informations techniques disponibles, l'exploitation de l'or pourrait impliquer l'utilisation de **cyanure**, un produit chimique très toxique servant à séparer l'or de la roche. Ce procédé présente des risques importants de contamination des rivières et des sources d'eau potable. L'extraction de l'or peut également libérer des **métaux lourds** comme l'arsenic, le plomb ou le cadmium, capables de polluer les cours d'eau et les sols pendant de nombreuses années. Ces impacts pourraient affecter la qualité de l'eau, l'agriculture, la biodiversité et la santé des populations en Haïti.

Mobilisation citoyenne et préoccupations locales

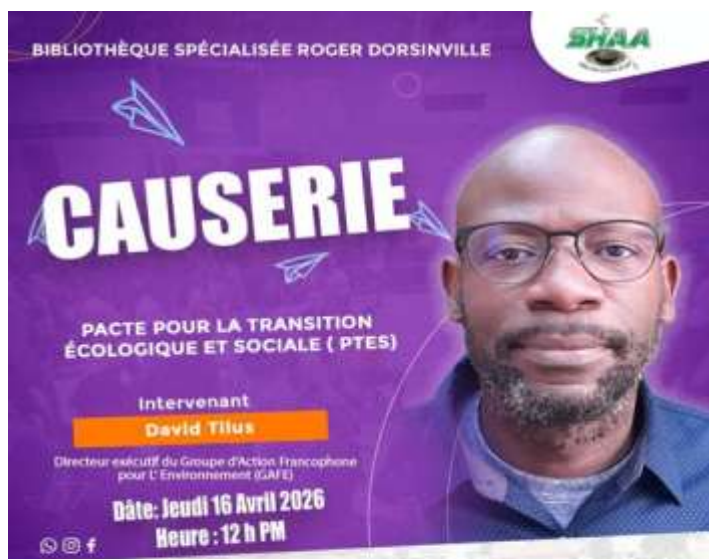
Lors d'une rencontre intercommunale tenue à Ouanaminthe le 28 février 2026, des organisations communautaires et des autorités locales ont exprimé leur opposition au projet et leur inquiétude face à **l'absence de communication officielle des autorités haïtiennes**. Le Groupe d'Action Francophone pour l'Environnement (GAFE) a adressé une lettre ouverte au Ministère de l'Environnement et au Bureau des mines afin de demander une **action urgente pour protéger les droits des citoyen-nes haïtien-nes et les écosystèmes frontaliers**.

Les principales demandes du GAFE

- Reconnaître les communautés haïtiennes potentiellement affectées par l'exploitation du minéral d'or comme parties prenantes dans les Termes de Référence pour l'évaluation d'impacts environnementaux et sociaux à venir ;
- Assurer un accompagnement technique pour défendre leurs droits et la protection de notre patrimoine ;
- Utiliser les mécanismes du droit international pour faire valoir leurs droits fondamentaux ;
- Engager un dialogue binational officiel avec la République dominicaine.

En bref...

Conférences



Rencontre partenariale

Mercredi 27 mai 2026, David Tilus et Virginie Pochon ont rencontré les partenaires et alliés du GAFE au Siège du Secours Catholique-Caritas France à Paris. Un grand merci pour ce moment convivial autour de problématiques communes telles que le tarissement des financements et les enjeux de la solidarité internationale en Haïti.





LE GLOBAL GATEWAY EN HAÏTI ENTRE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EN EUROPE, DÉCRÉPITUDE INSTITUTIONNELLE ET MENACES POUR LES DROITS HUMAINS ET L'ENVIRONNEMENT EN HAÏTI

Par le Groupe d'Action Francophone pour l'Environnement, GAFE Haïti

Introduction

L'annonce récente du déploiement du programme Global Gateway de l'Union européenne en Haïti marque une évolution importante de la relation bilatérale entre l'Union européenne et Haïti. Présentée comme une initiative destinée à promouvoir des investissements durables, cette stratégie intervient pourtant dans un contexte haïtien caractérisé par une crise multidimensionnelle profonde. Alors que l'Union européenne affirme placer au cœur de son action extérieure la démocratie, les droits humains, l'État de droit, la bonne gouvernance et la protection de l'environnement, la mise en avant de secteurs tels que les mines soulève des interrogations majeures quant à l'adéquation entre les ambitions affichées et les réalités du terrain.

Ces interrogations sont d'autant plus fondées que l'annonce du Global Gateway intervient dans un contexte international marqué par l'accélération de la transition énergétique en Europe et par une compétition croissante entre les grandes puissances pour l'accès aux minerais stratégiques nécessaires à la fabrication des technologies dites vertes. Elles le sont également parce que cette annonce coïncide avec l'adoption d'un nouveau décret régissant les activités minières en Haïti, ouvrant potentiellement la voie à une transformation profonde de l'exploitation des ressources minières du pays.

Dans ces conditions, il apparaît nécessaire d'examiner la compatibilité entre les ambitions du Global Gateway, la situation actuelle d'Haïti et les engagements normatifs de l'Union européenne.

L'annonce du Global Gateway et l'évolution de la stratégie européenne en Haïti

Le Global Gateway constitue aujourd'hui l'un des principaux instruments de la politique extérieure économique de l'Union européenne. Lancée officiellement en 2021, cette stratégie vise à mobiliser plusieurs centaines de milliards d'euros d'investissements dans des infrastructures considérées comme stratégiques, notamment dans les domaines de l'énergie, des transports, du numérique, de la santé et des matières premières critiques. Selon la Commission européenne, le programme repose sur des principes de durabilité, de transparence, de bonne gouvernance et de respect des droits humains.

Dans le cas d'Haïti, les secteurs identifiés comme prioritaires incluent les transports et la logistique, l'énergie et les mines, ainsi que l'agriculture et l'agroalimentaire. Cette orientation marque une évolution notable de la présence européenne dans le pays. Historiquement, l'intervention de l'Union européenne en Haïti a principalement été justifiée par des objectifs de stabilisation politique, de renforcement institutionnel, de développement humain, de sécurité alimentaire et de soutien à la gouvernance démocratique. Le Global Gateway semble introduire une nouvelle logique davantage centrée sur les investissements, les infrastructures et les partenariats économiques avec le secteur privé.

Cette évolution intervient dans un contexte mondial où les économies industrialisées cherchent à sécuriser leur accès aux matières premières indispensables à la transition énergétique. Le lithium, le cuivre, le cobalt, le nickel ou encore les terres rares occupent désormais une place centrale dans les stratégies industrielles des grandes puissances. L'Union européenne elle-même a adopté plusieurs

instruments destinés à sécuriser ses chaînes d'approvisionnement en ressources critiques, notamment à travers le Critical Raw Materials Act.

La chronologie récente mérite à cet égard une attention particulière. Le 27 mars 2026, les autorités haïtiennes de transition adoptent un nouveau décret régissant les activités minières. Celui-ci est publié dans le journal officiel Le Moniteur le 30 mars 2026. Le 7 mai 2026, le Ministère du Commerce et de l'Industrie haïtien rencontre plusieurs institutions publiques autour de l'initiative européenne Global Gateway. À cette occasion, l'Union européenne a rappelé sa volonté de mobiliser environ 340 millions d'euros d'ici 2028 en Haïti. Le 29 juin 2026, un Forum National des Investissements consacré à cette initiative est annoncé sur la page Facebook de la Délégation de l'Union européenne en Haïti.

Considérée dans son ensemble, cette séquence temporelle témoigne de transformations plus larges des politiques d'investissement et de coopération internationale dans un contexte de transition énergétique en Europe, dont les effets potentiels sur Haïti méritent une attention particulière.

Le contexte haïtien : une crise systémique et une situation d'anomie institutionnelle

L'annonce du Global Gateway intervient dans un contexte où Haïti traverse l'une des crises les plus graves de son histoire contemporaine. La situation actuelle peut être décrite comme une forme d'anomie institutionnelle caractérisée par l'affaiblissement profond des mécanismes de régulation politique, juridique et administrative.

Depuis 2016, aucune élection nationale n'a permis le renouvellement normal et démocratique des institutions politiques du pays. Les autorités actuellement en place exercent leurs fonctions dans le cadre d'une transition politique dont la légitimité repose davantage sur des accords politiques et le soutien de partenaires internationaux que sur un mandat populaire issu des urnes. La feuille de route officiellement attribuée au gouvernement dirigé par le Premier Ministre, Alix Didier Fils-Aimé, repose sur deux objectifs prioritaires fondamentaux : le rétablissement de la sécurité et l'organisation d'élections crédibles devant permettre le retour à l'ordre constitutionnel. Or, malgré les engagements répétés des autorités nationales et de leurs partenaires internationaux, aucun résultat véritablement probant n'a été obtenu sur l'un ou l'autre de ces objectifs.

L'insécurité continue de s'étendre sur une partie importante du territoire national (au Nord, vers Gonaïves et au Sud vers Jacmel). Les déplacements forcés de populations se multiplient, les infrastructures publiques sont affectées et l'autorité de l'État demeure fortement contestée dans de nombreuses zones. Cette situation réduit considérablement la capacité des institutions publiques à exercer leurs fonctions régaliennes et à assurer une surveillance efficace des activités économiques susceptibles d'avoir des impacts sociaux, sanitaires et environnementaux significatifs.

Cette fragilité institutionnelle est aggravée par la persistance d'une corruption systémique et par l'absence de mécanismes crédibles de lutte contre l'impunité. Les indicateurs internationaux de gouvernance produits par la Banque mondiale, Transparency International et plusieurs organismes multilatéraux soulignent régulièrement les difficultés d'Haïti en matière d'État de droit, de contrôle de la corruption, d'efficacité gouvernementale et de reddition de comptes. Plusieurs affaires majeures de détournement de fonds publics ayant suscité une forte mobilisation citoyenne n'ont donné lieu ni à des sanctions proportionnelles ni à une restauration durable de la confiance publique. Dans un tel contexte, la capacité de l'État à négocier, encadrer et contrôler des investissements complexes dans le secteur minier apparaît particulièrement limitée.

La situation environnementale du pays est tout aussi préoccupante. La déforestation massive, l'érosion accélérée des sols, la dégradation des bassins versants, la perte de biodiversité et l'exposition aux catastrophes climatiques figurent parmi les principaux défis auxquels le pays est confronté. Les institutions chargées de la protection de l'environnement disposent de ressources limitées et peinent déjà

à faire respecter les normes existantes. Toute activité industrielle à fort impact environnemental doit donc être évaluée à l'aune de cette vulnérabilité extrême.

Les impacts potentiels de l'exploitation minière sur les communautés et les écosystèmes

Même si les contours précis des investissements envisagés dans le cadre du Global Gateway n'ont pas encore été rendus publics, l'inclusion explicite du secteur minier parmi les domaines prioritaires appelle à une analyse prudente des risques potentiels.

L'expérience internationale montre que les activités extractives génèrent trop souvent des impacts sociaux, sanitaires et environnementaux négatifs importants lorsqu'elles sont déployées dans des contextes caractérisés par la faiblesse des institutions publiques. Les conflits liés à l'accès aux terres, les déplacements de populations, les maladies, la contamination et l'accaparement des ressources hydriques, la pollution des sols et la destruction d'écosystèmes sensibles figurent parmi les conséquences fréquemment observées.

En Haïti, ces risques pourraient être particulièrement élevés compte tenu de la dépendance des populations rurales à l'égard des ressources naturelles. Les terres agricoles, les sources d'eau et les espaces forestiers constituent des éléments essentiels à la subsistance de millions de personnes. Toute modification importante de l'usage des terres ou toute dégradation des ressources naturelles pourrait avoir des répercussions directes sur la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance et la cohésion sociale.

La transition énergétique en Europe ne saurait être considérée comme durable si elle repose sur le transfert des coûts sociaux, sanitaires et environnementaux vers des pays comme Haïti dont les institutions sont insuffisamment équipées pour protéger efficacement leurs populations. La recherche de minerais critiques ne peut justifier l'affaiblissement des garanties environnementales ou la marginalisation des communautés concernées.

Les contradictions avec les engagements européens en matière de démocratie, de droits humains et d'environnement

L'Union européenne affirme que son action extérieure est guidée par les principes énoncés à l'article 21 du Traité sur l'Union européenne. Ces principes incluent la démocratie, l'État de droit, le respect des droits humains, la dignité humaine, l'égalité, la solidarité et le développement durable. Ils sont réaffirmés dans le Plan d'action de l'Union européenne pour les droits humains et la démocratie 2020-2027 ainsi que dans les différentes stratégies européennes relatives à la gouvernance et à la durabilité.

Le Global Gateway lui-même est présenté comme une initiative fondée sur des investissements responsables, transparents et respectueux des droits fondamentaux. De plus, l'Union européenne a récemment renforcé ses exigences en matière de diligence raisonnable environnementale et sociale à travers l'adoption de nouvelles règles imposant aux entreprises européennes d'identifier, prévenir et corriger les impacts négatifs de leurs activités sur les droits humains et l'environnement.

Dans ce contexte, plusieurs contradictions apparaissent. Comment promouvoir un programme présenté comme fondé sur la démocratie dans un pays où aucune élection nationale n'a été organisée depuis 10 ans ? Comment garantir la participation effective des citoyen·nes à des décisions susceptibles d'affecter durablement leurs territoires alors que les institutions représentatives sont profondément affaiblies ? Comment assurer la transparence et la bonne gouvernance dans un environnement marqué par la corruption systémique et l'impunité ? Comment garantir le consentement libre, préalable et éclairé des populations concernées lorsque l'insécurité et la faiblesse institutionnelle limitent considérablement les possibilités de consultation véritablement indépendante ?

Une autre contradiction concerne l'environnement. Le Pacte vert européen (Green Deal) affirme que la transition écologique doit être juste, inclusive et respectueuse de la biodiversité. Pourtant, si les

ressources nécessaires à cette transition sont obtenues dans des conditions susceptibles d'aggraver la dégradation environnementale d'Haïti, pays déjà extrêmement vulnérable, alors la cohérence entre les objectifs poursuivis et les moyens mobilisés mérite d'être questionnée.

Enfin, le Global Gateway semble illustrer un changement plus large dans la posture européenne vis-à-vis d'Haïti. Alors que le discours européen a longtemps mis l'accent sur la consolidation démocratique, la gouvernance et le développement humain, la priorité paraît désormais se déplacer vers les investissements stratégiques et les infrastructures. Cette évolution soulève la question de la hiérarchisation des valeurs dans un contexte marqué par les impératifs géopolitiques de la transition énergétique.

Conclusion

Le déploiement du Global Gateway en Haïti intervient à un moment où le pays traverse une crise institutionnelle, sécuritaire, sociale, sanitaire et environnementale profonde. L'absence d'élections depuis 2016, l'échec persistant du rétablissement de la sécurité, la faiblesse des institutions publiques, la corruption systémique et l'extrême vulnérabilité écologique du territoire constituent autant de facteurs qui devraient inciter à la prudence.

La concomitance entre l'adoption d'un nouveau cadre juridique pour les activités minières et la promotion d'investissements européens dans le secteur minier soulève des interrogations légitimes. Dans un tel contexte, les priorités devraient demeurer le rétablissement de la sécurité, l'organisation d'élections libres et crédibles, le renforcement des institutions démocratiques, la lutte contre la corruption, la protection des communautés locales et la consolidation des mécanismes de gouvernance environnementale.

À défaut, il existe un risque réel que les exigences de la transition énergétique en Europe conduisent à reproduire en Haïti des dynamiques historiques d'extraction des ressources incompatibles avec les principes de justice environnementale, de démocratie et de respect des droits humains que l'Union européenne affirme pourtant promouvoir dans son action extérieure.

Fait à Kensis, le 12 juin 2026



David Tilus
Directeur exécutif





DEVELOPMENT & HUMAN RIGHTS • 2 JULY 2026

Promoting European investments but not debate: the case of Haiti and Global Gateway

WRITTEN BY



LORA VERHEECKE



VIRGINIE POCHON

Global Gateway



On 29th June 2026, Haiti hosted its first Global Gateway Business Forum. [Global Gateway](#) is the new ideology of the European Union to support the 'sustainable development' projects of European multinationals outside its borders in huge infrastructure projects, including in the [mining sector](#). Before projects materialise, the European Union organises business fora where local authorities and European investors discuss and plan new Global Gateway projects.

Civil society organisations participation is usually closed or limited in those fora. The case of Haiti is a great example. The target audience of the event according to the [European Commission](#), is the private sector and officials, including 'representatives of the Haitian private sector, government officials and representatives of European financial institutions (EIB and Proparco)' among others.

In Haiti, the European Union has identified three priority Global Gateway sectors: transport and logistics; energy and mining; and agriculture and agri-food. Concerns are high for civil society organisations and impacted communities regarding mining, as the sector is the [most contaminating industry](#) in the world. Discussions in the Business Forum at the end of June are likely to center around mining. Indeed, the EIB has started investing in mining projects in [Namibia and Tanzania](#). In Tanzania, [a witness](#) in the religious community describes the EcoGraf project as such: "Instead of becoming a blessing, it has turned into something like a curse."

The roll-out of the Global Gateway in Haiti comes at a time when the country is facing a profound institutional, security, social, health and environmental crisis. The absence of elections since 2016, the persistent failure to restore security, the weakness of public institutions, systemic corruption and the country's extreme ecological vulnerability are all factors that should prompt caution.

Furthermore, the fact that the adoption of a mining decree on 30th March 2026 coincides with the promotion of European investment in the mining sector raises legitimate questions.

Will the Commission turn a blind eye to this blatant lack of democracy in favour of business interests? Will the EIB pay attention to the high risks of corruption, human rights violations, and environmental pollution if it financially supports new mining sites or railways and ports to facilitate mining extraction and transport in Haiti?

There is a real risk that [the establishment of the Global Gateway will lead to the reproduction in Haiti of historical patterns of resource extraction](#) that are incompatible with the principles of environmental justice, democracy and respect for human rights – principles which the European Union nevertheless claims to promote through its external action.

Is the European Union prepared to embrace its new ideology: mining at any cost?

GAFE Haïti, Fermathe 53 #53, Route de Kenscoff, Kenscoff, Haïti, W.I.

Tél: (00 509) 2813-0759, courriel: contact@gafe-Haïti.org, internet: www.gafe-Haïti.org, facebook: [@gafeHaïti](https://www.facebook.com/gafeHaïti)

GAFE France, tél: (00.33)6.14.44.22.81, courriel: gafe.france@gmail.com